



## Assemblée générale

Distr. générale  
17 février 2022  
Français  
Original : anglais

---

### Soixante-seizième session

Point 74 b) de l'ordre du jour

**Promotion et protection des droits humains :  
questions relatives aux droits humains, y compris  
les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif  
des droits humains et des libertés fondamentales**

### **Lettre datée du 16 février 2022, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je tiens à vous informer d'une situation alarmante, causée par les pratiques inhumaines et illégales de « refoulement » auxquelles se livre la Grèce contre des réfugiés, des demandeurs d'asile et des migrants vulnérables. Bien que la Turquie donne régulièrement l'alerte dans les instances internationales et qu'elle ait appelé l'attention de la communauté internationale sur ces pratiques, celles-ci se poursuivent sans fléchir.

Depuis plus d'une décennie, la Grèce met en danger la vie des réfugiés et des migrants dans la mer Égée et le long de la frontière terrestre avec la Turquie, et ce, de plus en plus souvent et avec une férocité croissante. Les refoulements en mer visent des réfugiés et des migrants, y compris les femmes et les enfants, qui sont entassés dans de simples bateaux ou radeaux. Ces embarcations vulnérables sont alors violemment interceptées par les garde-côtes grecs, puis abandonnées ; ensuite, elles sont entraînées en haute mer, faisant des morts et des blessés graves parmi les personnes les plus vulnérables. Selon Amnesty International, les refoulements sur la terre ferme s'accompagnent de fouilles corporelles humiliantes et agressives et de mauvais traitements qui, dans certains cas, s'apparentent à de la torture. L'année dernière, le nombre de migrants en situation irrégulière refoulés par la Grèce, tant en mer qu'à la frontière terrestre, a atteint environ 16 500. Pour 2022, ce nombre s'élevait en janvier à environ 1 250.

Le dernier exemple en date s'est produit le 2 février 2022 au poste-frontière terrestre d'Ipsala, entre la Turquie et la Grèce, où les autorités turques ont découvert 11 migrants morts après avoir été refoulés par les autorités grecques, qui les avaient laissés mourir de froid. Les personnes décédées avaient été dépouillées de leurs chaussures et de leurs vêtements, alors que la région traversait des conditions hivernales difficiles. Un migrant est mort à l'hôpital après avoir été secouru par les autorités turques. Malheureusement, les corps de sept autres migrants ont été découverts le lendemain près de la frontière grecque, portant le nombre total de pertes en vies humaines à 19. La police et les forces de sécurité turques, en collaboration



avec l'Autorité turque de gestion des situations d'urgence et des catastrophes (AFAD), ont mené des opérations de recherche exhaustives dans la zone afin de s'assurer qu'il n'y avait pas d'autres corps.

Bien que ces pratiques de refoulement aient été signalées et dénoncées à plusieurs reprises par plusieurs organisations non gouvernementales et internationales, la Grèce continue de se livrer sans relâche à des violations de ce type, qui portent la marque d'une politique gouvernementale délibérée et systématique. Il va sans dire que les pratiques auxquelles la Grèce a recours sont en violation flagrante du droit international des réfugiés et du droit international des droits de l'homme. Elles peuvent constituer une violation directe du droit à la vie, entre autres droits fondamentaux, tout en sapant les fondements du droit international des réfugiés.

La Turquie, qui accueille la plus grande population de réfugiés au monde, est profondément préoccupée par ces pratiques de refoulement. Nous continuerons à porter la gravité de cette situation tragique à l'attention des institutions européennes et des États membres de l'Union européenne. Parallèlement, nous demandons également à la communauté internationale de monter au créneau et de condamner ces pratiques inhumaines, où qu'elles se produisent et qui qu'en soient les auteurs. En outre, la communauté internationale devrait adopter des politiques de principe et des mesures concrètes pour faire cesser ces pratiques et faire en sorte que les responsabilités soient établies.

Il est de notre responsabilité collective de protéger les droits des réfugiés, des demandeurs d'asile et des migrants qui fuient les persécutions ou cherchent une vie meilleure, conformément aux principes fondamentaux de la dignité humaine. Aucun argument, même la nécessité de sécuriser les frontières, ne peut justifier de mettre en danger intentionnellement la vie de ces groupes vulnérables et de porter atteinte à leurs droits humains fondamentaux. Nous demandons donc une nouvelle fois que la vie, les droits, la sécurité et le bien-être de ces groupes soient protégés et souhaitons rappeler aux autorités grecques les obligations que leur impose le droit international.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 74 b) de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent  
(Signé) Feridun H. **Sinirlioğlu**